



**BETTER FINANCE  
FOR ALL**

The European Federation of Financial Services Users  
Fédération Européenne des Usagers des Services Financiers

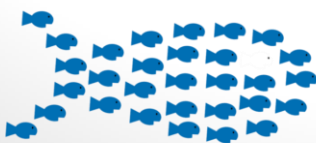


# Position d'EuroFinUse sur l'absence de données consolidées et de la non-application du principe de bonne exécution pour les investisseurs privés : six ans d'attente déjà

## Fédération européenne des usagers des services financiers (EuroFinUse)

*8 mai 2013*

Numéro d'identification au Registre de transparence : 4633926420-79



La Fédération européenne des usagers des services financiers  
76, rue du Lombard, 1000 Bruxelles - Belgique  
Tel. (+32) 02 514 37 77 - Fax. (+32) 02 514 36 66  
E-mail: [info@betterfinance.eu](mailto:info@betterfinance.eu) - <http://www.betterfinance.eu/fr>



Six ans après la publication de la directive MIF, qui a fragmenté les marchés d'actions européens, les investisseurs privés n'ont toujours pas accès à des informations pré- et post-négociation consolidées. La solution privilégiée par la Commission européenne et le Parlement européen ne débouche toujours sur rien.

En effet, alors que les marchés d'actions sont fragmentés depuis 2007, l'UE ne s'est pas encore attaquée à la consolidation des données relatives aux négociations. Ces données sont donc aujourd'hui également fragmentées et ne sont pas accessibles aux investisseurs particuliers. Cette situation est pour eux très dommageable car :

- La qualité de ces données s'est considérablement détériorée (les investisseurs privés n'ont aujourd'hui accès qu'à environ 40 % des données pré- et post-négociation)
- Ils ne bénéficient pas du principe de l'exécution au meilleur prix.

Fin 2010, la Commission a proposé trois pistes pour remédier à ce problème :

- Laisser la loi de l'offre et de la demande régler le problème : option « commerciale »
- Publier un appel d'offres pour sélectionner un fournisseur unique ;
- Désigner une entité publique (la solution mise en place aux États-Unis)

Lors d'une table ronde organisée aujourd'hui à Bruxelles sur le « fournisseur d'une base de données consolidées », Guillaume Prache, directeur général d'EuroFinUse, la fédération qui représente les investisseurs particuliers en Europe, a rappelé que dans sa réponse à la consultation publique de la Commission qu'EuroFinUse avait mis en garde contre l'option « commerciale », qui n'est pas réalisable et indiqué que l'UE devait donc rapidement déployer l'option deux ou l'option trois.

Les investisseurs privés n'ont pas été entendus et la Commission et le Parlement ont tous deux soutenu l'option « commerciale ». La table ronde organisée aujourd'hui à Bruxelles a une nouvelle fois montré que cette option ne menait à rien. Tout espoir de voir inclure les informations pré-négociation est d'ores et déjà abandonné et personne ne sait qui prendra en charge le coût de la communication des informations relatives aux négociations.

EuroFinUse est très inquiète de voir que l'UE continue à perdre beaucoup de temps et qu'elle n'a pas évalué correctement le coût économique de la fragmentation du marché. L'option du fournisseur unique a selon nous bien plus de sens et s'avère inévitable à long terme. Toutefois, vu la position de la Commission et du Parlement, les investisseurs privés devront



vraisemblablement encore attendre plusieurs années avant d'obtenir enfin des informations fiables et détaillées concernant les négociations, ainsi que l'exécution de leurs ordres au meilleur prix.